

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

WOENSDAG 24 SEPTEMBER 2008

Namiddag

COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2008

Après-midi

De vergadering wordt geopend om 14.38 uur en voorgezeten door mevrouw Katrien Partyka.
La séance est ouverte à 14.38 heures et présidée par Mme Katrien Partyka.

01 Question de M. Xavier Baeselen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le droit de rétractation" (n° 7126)

01 Vraag van de heer Xavier Baeselen aan de minister van Klimaat en Energie over "het herroepingsrecht" (nr. 7126)

01.01 **Xavier Baeselen** (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, j'ai pris avec moi sur la plage le rapport annuel 2007 du service de Médiation pour les télécommunications qui aborde de nombreux points, notamment le problème du droit de rétractation pour le consommateur et plus particulièrement le point de départ de ce délai.

Pour les services, le point de départ du délai débute à compter du lendemain du jour de la conclusion d'un contrat ou à partir du jour où les obligations d'information prévues par la législation ont été remplies, si elles ont été exécutées après la conclusion du contrat.

Il arrive fréquemment que l'utilisateur final exerce son droit de rétractation après le délai qui lui est normalement imparti, plus précisément quelques jours après l'activation ou la tentative d'activation du service concerné.

En pareille circonstance, des frais de résiliation anticipée sont réclamés à l'utilisateur dans la mesure où cette résiliation intervient au-delà du délai dans lequel celle-ci pouvait intervenir sans frais. Cet élément est pointé du doigt par le service de Médiation comme étant un élément de plaintes assez fréquent.

Votre administration a-t-elle déjà été saisie de cette question? Si c'est le cas, quelles mesures comptez-vous prendre éventuellement pour résoudre ce problème?

Ne pensez-vous pas qu'il serait plus opportun et raisonnable pour les opérateurs d'instituer un délai de rétractation supérieur à sept jours, sous peine de priver dans les faits l'utilisateur final de cette faculté?

Une alternative pourrait être de modifier le point de départ de ce délai et de le faire courir non pas à compter de la date du contrat ou de la commande mais à dater de la livraison du kit d'installation, à l'instar de ce qui vaut pour les produits.

01.02 **Paul Magnette**, ministre: Madame la présidente, monsieur le député, je vous remercie pour cette question.

La direction générale Contrôle et Médiation me communique que, depuis 2008, 26 plaintes concernant le secteur des télécoms font état de problèmes liés aux règles relatives aux contrats à distance. Les problèmes soulevés par les consommateurs concernent principalement la perte du bénéfice du délai de réflexion, lorsqu'on accepte l'exécution immédiate du service, ainsi que la légalité même des contrats conclus par téléphone et, par conséquent, la détermination du moment de la conclusion du contrat.

En ce qui concerne la conclusion à distance, il faut non seulement tenir compte de la loi sur les pratiques du commerce mais aussi de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques. En vertu de ces lois, l'activation d'un service de présélection ou le transfert d'un numéro par un opérateur sans l'accord écrit expressément formulé au préalable par l'utilisateur final et sans information claire concernant le service de présélection est interdite. Les seuls frais qui peuvent être imputés au consommateur qui exerce son droit légal de renonciation sont les frais directs de renvoi.

Notons que, selon la loi sur les pratiques du commerce, il n'y a pas de droit de renonciation dans le cas où l'exécution a commencé, avec l'accord du consommateur, avant la fin du délai de renonciation. Comme il s'agit, dans de tels cas, d'une exception à un droit légal de renonciation, un tel accord doit être spécifique. Il faut que le consommateur ait marqué expressément son accord à l'activation immédiate du contrat de téléphonie. Cet accord doit également être donné en connaissance de cause, c'est-à-dire que le consommateur doit avoir été informé que s'il demande l'activation immédiatement, il perd son droit de renoncer au contrat. Il y a donc en premier lieu un manque de respect des règles existantes. C'est pourquoi je veux faire renforcer les contrôles à cet égard.

Quant au point de départ du délai de réflexion pour les services, il se justifie par le fait que, contrairement aux produits, une fois que la prestation du service a commencé, il n'est plus possible de restituer ce dernier. Cependant, à titre personnel, je suis en faveur d'une exception dans le cadre de la téléphonie. Cela devra faire l'objet de négociations avec les deux autres ministres compétents en matière de pratiques du commerce.

01.03 **Xavier Baeselen** (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse complète. J'entends que le problème est sur la table et qu'on espère pouvoir trouver une solution.

Je ne manquerai pas de revenir vers le ministre dans quelques mois, le temps que la concertation avec ses collègues puisse avoir lieu.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

02 **Question de M. Xavier Baeselen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les oeufs Kinder"**
(n° 7130)

02 **Vraag van de heer Xavier Baeselen aan de minister van Klimaat en Energie over "de Kinder Surprise eieren"** (nr. 7130)

02.01 **Xavier Baeselen** (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, en lisant la presse allemande durant mes vacances, j'ai appris que le parlement allemand s'est soucié d'un problème concernant la santé des enfants, en particulier l'alliance de nourriture et de matière plastique.

L'article de presse cite la problématique spécifique des œufs Kinder. Le problème me semble transposable à d'autres types de produits qui mélangent nourritures et jouets ou matières plastiques incorporées à ces aliments.

Les parlementaires allemands de la commission pour l'Enfance ont mené une enquête, puis rédigé un rapport sur les risques au quotidien pour la sécurité et la santé des enfants; ils y soulignent les dangers de cette présence simultanée de nourriture et de matière plastique.

Réagissant à ce rapport, la porte-parole de la société Ferrero Allemagne a déclaré qu' "il n'y a aucune preuve que la combinaison de jouet et de nourriture constitue un danger accru pour le consommateur". En outre, elle soulignait que, "dans les œufs Kinder, le jouet est séparé de la nourriture par une capsule" jaune en plastique. Selon une directive de l'Union européenne de 1988, les produits combinés ne posent pas problème, a-t-elle relevé, soulignant qu'en outre, des instituts externes ont examiné le produit qu'ils ont jugé

"sûr".

Monsieur le ministre, avez-vous connaissance de plaintes enregistrées concernant ce type de produits? Vos services disposent-ils de statistiques sur d'éventuels accidents causés par l'absorption d'objets cachés à l'intérieur d'aliments?

02.02 Paul Magnette, ministre: Cher collègue, je connais quelqu'un qui s'est mordu la langue en tentant d'ouvrir la boîte jaune avec les dents. Cela étant, mon administration n'a enregistré aucune plainte au sujet des œufs Kinder et ne possède pas de statistiques sur les accidents causés par les œufs Kinder ou par l'absorption d'objets cachés dans les aliments. Nous avons connaissance d'un cas dans les années 1990, un incident lié à un gadget se trouvant dans un paquet de chips, un "flippo".

À la suite de cet accident, un arrêté royal fut pris par le ministre de la Santé publique, en date du 22 mai 1997 et qui interdit le commerce de denrées alimentaires mélangées avec des objets dans le même emballage. Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux denrées alimentaires qui, emballées avec des objets, sont elles-mêmes encore emballées séparément et individuellement, ce qui est le cas des objets Kinder. Ils sont donc conformes au prescrit légal.

02.03 Xavier Baeselen (MR): J'en tirerai comme conclusion que les Allemands font moins attention que nous en mangeant les œufs Kinder et je remercie le ministre pour sa réponse.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

03 Question de M. Xavier Baeselen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les agissements de la société Tele2" (n° 7135)

03 Vraag van de heer Xavier Baeselen aan de minister van Klimaat en Energie over "de praktijken van Tele2" (nr. 7135)

03.01 Xavier Baeselen (MR): Monsieur le ministre, cette question rejoint l'objet de ma première question, en particulier les agissements de la société Tele2. En effet, il semblerait que cette société procède à une forme de démarchage téléphonique pour convaincre certains clients de passer d'un opérateur à un autre. Cela se fait par un appel téléphonique à domicile. Plusieurs promotions sont présentées comme étant plus intéressantes pour le consommateur et une forme d'accord verbal peut être donnée par ce dernier. On l'avertit ensuite qu'un colis lui parviendra gratuitement dans les prochains jours et, en règle générale, on lui promet de lui livrer ce colis après un retour de vacances.

Les fameux colis Tele2 "easy box" sont livrés et réceptionnés par les intéressés. Le problème est que nous nous retrouvons de nouveau face à cette problématique du délai de rétractation. Que faut-il entendre par accord du consommateur? La personne a-t-elle réellement donné son accord? Quelle preuve la société Tele2 peut-elle apporter du contrat d'acceptation par le consommateur, étant donné ce seul accord verbal? Il semblerait que ces sociétés se livrent parallèlement à des enregistrements des conversations, ceux-ci étant un élément de preuve de l'accord du consommateur. Avez-vous eu connaissance de ce type de plaintes? Les enregistrements des conversations téléphoniques sont-ils en l'espèce légaux et peuvent-ils valoir comme preuve de l'accord du consommateur? Comptez-vous prendre des mesures par rapport à ce type de pratique commerciale?

03.02 Paul Magnette, ministre: Monsieur Baeselen, une dizaine de plaintes du même ordre ont été effectivement introduites auprès de mon administration au cours de cette année. Pour ce qui concerne les enregistrements des conversations téléphoniques, ils sont encadrés par le prescrit légal. Ils ne sont pas interdits, mais ils ne peuvent être autorisés que si les personnes enregistrées sont informées de l'enregistrement, de ses objectifs et de sa durée de stockage. Cela ne semble pas être le cas dans un récit tel que celui que vous nous rapportez.

Les contrats à distance conclus par téléphone sont autorisés par la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce, mais pour autant que le vendeur informe l'acheteur sur le produit ou le service lors de l'offre téléphonique et que le contrat soit confirmé par écrit ou sur tout autre support durable. Cette confirmation écrite doit reprendre une série d'informations énumérées dans la loi telles que l'identité complète du vendeur, le prix, les modalités de paiement et l'existence ou l'absence d'un droit de renonciation. Là aussi, si

les faits que vous relatez sont avérés, nous sommes manifestement en dehors des prescriptions légales.

C'est la raison pour laquelle, saisie de plusieurs plaintes, la direction générale Contrôle et Médiation a, d'ores et déjà, entamé des investigations auprès de la société mise en cause, plus spécifiquement auprès de son call center, pour vérifier qu'elle respecte bien la législation, laquelle semble suffisamment protéger le consommateur. C'est son non-respect qui poserait problème. Des constatations ont déjà été établies, mais toutes les adaptations nécessaires du comportement de la société en question seront naturellement requises.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "GDF Suez en de controle van de gasterminal in Zeebrugge" (nr. 7151)

04 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "GDF Suez et le contrôle du terminal gazier de Zeebrugge" (n° 7151)

04.01 Peter Logghe (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb twee vragen over energie, waarvan een over GDF Suez. Begin september vernamen wij dat tussen Publigas en de Franse multinational GDF Suez een akkoord zou zijn bereikt over de controle van de gasterminal in Zeebrugge, zoals u zich herinnert. Ik moet u niet zeggen dat die gasterminal van fundamenteel strategisch belang is voor het land.

Ik was verbaasd te horen dat, naar het schijnt, GDF Suez 60% van de aandelen van Fluxys International in handen zal krijgen of behouden. Zoals u weet, beheert Fluxys International de terminal. De Franse multinational blijft zo de sterkste partij in de controle van de Belgische terminal. Publigas zelf zou 20% van de aandelen in handen hebben.

Ten eerste, bevestigt u die stand van zaken?

Ten tweede, de voorzitter van Publigas maakte zich sterk dat hij in ruil voor deze verdeling een aantal bijkomende garanties zou hebben verworven van GDF Suez. Kunt u mij zeggen welke garanties de voorzitter van Publigas bedoelt? De raad van bestuur van Fluxys International wordt niet samengesteld door Publigas, maar door Fluxys.

Ten derde, weet u intussen al wie zitting zal hebben in de raad van bestuur van Fluxys International?

Ten vierde, hebt u enig idee wie de aandelen van Fluxys zelf in handen heeft?

Ten vijfde, welke concrete invloed kan België nog uitoefenen op de strategische en structurele beslissingen van Fluxys International als de raad van bestuur van Fluxys International inderdaad wordt samengesteld door Fluxys en niet door Publigas? Bijvoorbeeld, hoe denkt u het monopolie van GDF Suez op de gastoevoer, dat de facto overeind blijft, op termijn te doorbreken?

Wij zijn nu toch al een tijdje bezig en de energieprijzen houden de bevolking bezig. Ik dacht dat een van de mogelijke pistes erin bestond het monopolie zoveel mogelijk te doorbreken en Publigas zo sterk mogelijk te maken in de controle van de gasterminal. Mijn vragen hebben dus betrekking op de gang van zaken en de evolutie die kan worden verwacht.

04.02 Minister Paul Magnette: Mevrouw de voorzitter, ik dien erop te wijzen dat het hier om een transactie tussen commerciële partijen gaat en dat Publigas zijn voorkeurecht heeft uitgeoefend. Officieel ben ik nog niet op de hoogte gebracht over de details van de transactie. Publigas zou 40% van de aandelen krijgen en GDF Suez 60%, maar het beheer wordt uitgeoefend door Fluxys, de netbeheerder. Ik kan dus geen uitspraken doen over de garanties, bedoeld door de voorzitter van Publigas.

Fluxys International is nog niet opgericht, dus kan ik u uiteraard niet meedelen wie in de raad van bestuur zetelt. De aandeelhoudersstructuur van Fluxys wordt herschikt en de definitieve samenstelling kan ik u nog niet meedelen.

Ik zal een wetsontwerp indienen met het voorstel om een golden share voor de Belgische overheid te

installeren in Fluxys International, zodra die vennootschap wordt gecreëerd. Een wetsontwerp, waarbij aardgasondernemingen ten hoogste 24,9% van de aandelen van de netbeheerder mogen bezitten en dit ten laatste vóór 31 december 2009, ligt voor advies bij de Raad van State en zal zo snel mogelijk in de Kamer worden ingediend.

04.03 Peter Logghe (Vlaams Belang): Misschien heel kort.

Die 25% is inderdaad een blokkeringsminderheid die wij te allen tijde moeten vermijden, mijnheer de minister. Ik verneem dat u dus geen zicht heeft op de bijkomende garanties die door Publigas zouden zijn verworven, in ruil voor de verdeling van de aandelen. Ik zou er bij u toch willen op aandringen dat u navraagt wat de voorzitter van Publigas bedoelt met die bijkomende garanties. Het lijkt mij toch belangrijk dat wij in het Parlement inzage hebben in de overeenkomst tussen GDF Suez en Publigas.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

05 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "slecht beleggingsadvies door banken" (nr. 7154)

05 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la piètre qualité des conseils en placement fournis par certaines banques" (n° 7154)

05.01 Peter Logghe (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, uit een onderzoek van Test-Aankoop blijkt dat heel wat banken ondermaats beleggingsadvies verlenen. Ik meen nochtans dat beleggen en beleggingsadvies geven tot de kerntaken van de financiële instellingen behoort.

Het aanbieden van beleggingsadvies veronderstelt dat de bankier of bankbediende een klantenprofiel opstelt, zodat men vooraf kan toetsen welke producten wel en welke producten niet in aanmerking komen. Daar knelt het schoentje, mijnheer de minister, want volgens een telling van Test-Aankoop zou ongeveer 30 procent van de onderzochte banken het niet eens de moeite vinden om zo'n profiel op te stellen.

Mijnheer de minister, kent u de resultaten van dit onderzoek? Hebt u hierover een mening?

Ten tweede, opvallend waren de slechte resultaten van Argenta en de Bank van De Post. Die beide banken zouden omzeggens nooit een klantenprofiel opmaken.

Is het niet teleurstellend, mijnheer de minister, te moeten vaststellen dat de bank van een van de overheidsbedrijven zo slecht scoort op het preventief of proactief opstellen van klantenprofielen? Is dat niet beangstigend voor de consument, die in een overheidsbedrijf toch in het centrum van de aandacht zou moeten staan?

Ten derde, stelt u maatregelen in het vooruitzicht om deze toestand in de Bank van De Post te verhelpen? Zou u, bijvoorbeeld, de Bank van De Post niet kunnen verplichten om – zoals in andere banken gebeurt – van elke klant een schriftelijk klantenprofiel op te maken?

Ten vierde, als de Bank van De Post niet kan zorgen voor een accuraat en genuanceerd beleggingsadvies en het de moeite niet vindt een klantenprofiel op te maken, zou het dan niet beter zijn dat de Bank van De Post zich ver houdt van dit soort van activiteiten?

05.02 Minister Paul Magnette: Mevrouw de voorzitter, mijnheer Logghe, de enquête waarop u wijst, vertoont een aantal problemen die hun oorsprong vinden bij de banken zelf. Het lijkt mij, bijvoorbeeld, ontoelaatbaar dat de adviseurs hun cliënten er niet op wijzen dat winsten uit het verleden geen garantie bieden voor de toekomst, dat een risicoberekening geen garantie is voor resultaten of dat zij cliënten die om een belegging vragen die duidelijk niet bij hun profiel past, niet op andere gedachten proberen te brengen. Dit past in een context waarin inspanningen werden geleverd om te komen tot een betere informatie.

De verplichting van de financiële instellingen om voor iedere niet-professionele, individuele belegger een objectief profiel vast te stellen, volgt uit de zogenaamde Markets in Financial Instruments Directive, beter bekend als de MiFID-richtlijn. Het principe dat elke financiële instelling zelf moet nagaan met welk type klant zij te doen heeft – het Know Your Client-principe – was overigens ook vroeger al een basisprincipe in de

financiële wetgeving. Ik wijs in dit verband op artikel 30 van de wet op de handelspraktijken, dat een verhoogde informatieverplichting oplegt aan de verkoper die een kennisvoordeel heeft ten opzichte van de in regel niet-geïnformeerde consument.

Uit dit artikel volgt dat de financiële instelling de verplichting heeft om behoorlijke en nuttige voorlichting te geven omtrent de kenmerken van financiële producten of van financiële diensten, rekeninghoudend met de door de consument uitgedrukte behoefte aan voorlichting en rekeninghoudend met het door de consument meegedeelde of redelijkerwijze voorzienbare gebruik.

Ondanks al deze inspanningen toont de enquête aan dat de problemen standhouden. Ik kan u ook aanraden om mijn collega de minister van Financiën te raadplegen in verband met het belang van het versterken van de controles uitgevoerd door de CBFA.

De omzetting en de controle op de naleving van de bepalingen van deze richtlijn behoren namelijk tot de bevoegdheid van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen en van mijn collega de vice-eerste minister en minister van Financiën, de heer Didier Reynders.

05.03 Peter Logghe (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, uw antwoord was duidelijk en volledig. Ik zal de minister van Financiën aanspreken en ook bij hem eens aandringen op scherpere controles of het aanscherpen van de controles zodanig dat dit euvel uit de wereld kan worden geholpen.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

06 Question de M. Pierre-Yves Jeholet au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la vente de matériel destiné aux motards dans la grande distribution" (n° 7173)

06 Vraag van de heer Pierre-Yves Jeholet aan de minister van Klimaat en Energie over "de verkoop van materiaal voor motorrijders in de grootwarenhuizen" (nr. 7173)

06.01 Pierre-Yves Jeholet (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, de nombreux professionnels des deux-roues m'interpellent parce qu'ils sont inquiets de voir que du matériel de protection destiné aux motards se vend dans les réseaux de grande distribution.

Je pense à des casques, mais aussi à d'autres objets.

Certes, l'avantage est que cet équipement est vendu meilleur marché, à des prix tout à fait compétitifs, puisqu'un casque coûte, par exemple, trois à quatre fois moins cher que dans des magasins spécialisés. C'est évidemment dans l'intérêt du consommateur, d'autant plus que notre pays compte 760.000 utilisateurs de deux-roues.

Toutefois, je m'interroge sur les normes de qualité. Bien sûr, et y compris dans les réseaux de grande distribution, ce matériel reçoit le label IBSR. Monsieur le ministre, j'aimerais savoir si ce matériel est vraiment conforme à toutes les normes de sécurité indispensable à un public qualifié de faible: non seulement les piétons et les cyclistes, mais aussi les utilisateurs de deux-roues. De plus, c'est toujours à l'occasion d'un drame que l'on s'aperçoit du manque de conformité du matériel aux normes de sécurité.

J'ai été aussi alerté par les utilisateurs de deux-roues qui se réjouissent de bénéficier d'un équipement meilleur marché, mais qui sont intrigués par une telle différence de prix.

Disposez-vous d'informations complémentaires? En effet, la protection des consommateurs concerne non seulement le prix, mais aussi la sécurité, en particulier quand il s'agit de motards.

Ensuite, constatez-vous une tendance des consommateurs à s'orienter, de manière compréhensible j'en conviens, vers des magasins de grande distribution?

06.02 Paul Magnette, ministre: Monsieur Jeholet, comme vous, je pense que le prix ne doit pas être le seul critère et que la sécurité est évidemment fondamentale. Étant moi-même utilisateur de deux-roues, je ne transige pas avec ce type de règle.

Il n'existe pas de statistiques sur le nombre de casques qui sont vendus dans les magasins de grande distribution et dans les magasins spécialisés. Les casques moto font l'objet d'une réglementation assez stricte. La sécurité de ces casques est réglée par une réglementation européenne (UN/ECE 22) qui détermine les prescriptions à suivre en vue de l'homologation des casques moto. Ce règlement stipule que les casques mis sur le marché au sein de l'Union européenne doivent être homologués. Sur chaque casque doit figurer un label portant la lettre E suivie d'un chiffre qui correspond au pays où le casque a été homologué.

En Belgique, le SPF Mobilité et Transport a désigné l'Institut belge pour la sécurité routière (IBSR) comme service technique compétent pour effectuer les essais d'approbation sur les casques moto et sur leurs écrans.

Mes services n'ont pas été mis au courant de l'existence de problèmes ou de plaintes sur la sécurité des casques. L'IBSR nous a fait savoir qu'à ce jour, aucun problème de sécurité n'avait été relevé concernant les casques homologués.

La situation semble être normale mais il faut rester vigilant et s'assurer qu'aucun circuit de distribution n'échappe aux règles habituelles d'homologation et de contrôle.

06.03 Pierre-Yves Jeholet (MR): Madame la présidente, je remercie le ministre pour les éléments de réponse. Je l'ai dit d'emblée, je conçois bien qu'il n'y ait pas d'élément statistique pour le moment.

La question n'était pas polémique. Le ministre m'a, en quelque sorte, rassuré concernant les normes actuelles, l'homologation et les critères de sécurité. Il sera d'accord avec moi si je dis que le prix ne doit pas être le seul critère. Je resterai vigilant mais je prends note qu'à ce jour, aucun élément n'est de nature à nous inquiéter.

Enfin, nous ne pouvons que nous réjouir du fait que tous les utilisateurs de deux-roues peuvent acquérir ce matériel à des conditions plus intéressantes, y compris dans la grande distribution.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

07 Question de M. Christian Brotcorne au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les jouets contenant des pièces magnétiques" (n° 7210)

07 Vraag van de heer Christian Brotcorne aan de minister van Klimaat en Energie over "speelgoed met magnetische onderdelen" (nr. 7210)

07.01 Christian Brotcorne (cdH): Madame la présidente, monsieur le ministre, ma question porte sur les jouets qui contiennent des éléments magnétiques ou des aimants qui peuvent se détacher et être avalés par de jeunes enfants. En effet, des précisions sont souvent données quant aux précautions à prendre pour les enfants de moins de trois ans. Toutefois, il semble que les enfants de 12 ans, voire plus, soient également concernés par cette problématique qui serait, selon d'aucuns, en augmentation en raison de l'évolution dans la conception des jouets.

On sait que l'ingestion d'aimants ou de pièces magnétiques peut nuire à la santé. Ces pièces peuvent s'attirer l'une l'autre dans l'intestin et provoquer une infection ou un blocage du tube digestif.

Certains cas mortels ont été enregistrés, notamment aux États-Unis où un bébé de 20 mois est décédé suite à l'ingestion de ce genre de pièce.

Je me réjouis du fait que notre gouvernement a réagi via un arrêté royal publié au Moniteur au mois d'août. Cet arrêté oblige les producteurs à apposer un avertissement sur les jouets magnétiques.

Monsieur le ministre, pensez-vous que cet arrêté royal soit suffisant? La mesure ne devrait-elle pas être accompagnée d'une campagne d'information destinée au grand public?

07.02 Paul Magnette, ministre: Madame la présidente, monsieur Brotcorne, comme vous l'avez dit, un arrêté royal du 25 juillet dernier oblige l'apposition d'un avertissement sur les jouets magnétiques. Cet arrêté

royal est une transposition de la décision de la Commission européenne du 21 avril 2008 demandant aux États membres de veiller à ce que les jouets magnétiques mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché portent un avertissement sur les risques sur la santé et la sécurité qu'ils présentent. À cette occasion, la Commission européenne a largement communiqué sur le sujet. L'information a été relayée par la presse nationale et internationale. Il ne me semble donc pas nécessaire d'organiser une campagne d'information supplémentaire. Ce qui compte, c'est que l'information figure sur les produits et que les consommateurs y soient attentifs.

07.03 Christian Brotcorne (cdH): Madame la présidente, je remercie le ministre pour sa réponse.

Cela dit, il me semble qu'une campagne pourrait être menée, notamment par les associations de consommateurs. L'information est essentielle et l'apposition sur le produit est une démarche évidemment très intéressante. Cependant, chacun sait que les informations apposées sur les produits ne sont pas toujours très perceptibles ou qu'elles ne sont pas toujours lues ou bien comprises. C'est la raison pour laquelle il me semblait qu'une campagne d'information pouvait être utile, peut-être ultérieurement dans le cadre d'une campagne plus vaste concernant l'utilisation de certains produits, pouvant s'avérer dangereuse.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "het Gouden Aandeel in de fusiemaatschappij Suez-GdF" (nr. 7242)

08 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la Golden Share dans la société fusionnée Suez-GdF" (n° 7242)

08.01 Peter Logghe (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, met uw goedvinden kom ik terug op de plenaire vergadering van 23 juni 2008. U liet toen weten dat er volgens Europa geen enkel wettelijk bezwaar meer was tegen het gouden aandeel van België in de fusiemaatschappij Suez-GDF. U liet ook verstaan dat er tussen Frankrijk en België een wederzijdse informatie-uitwisseling zou worden opgestart. Over het gouden aandeel zelf zou voort worden onderhandeld.

Ik had u beloofd die zaak te blijven volgen en ik wil u daarover nog wat vragen stellen. Ten eerste, er werd aangekondigd dat er een regelmatige informatie-uitwisseling tussen Frankrijk en België zou worden opgestart. Is de uitwisseling intussen van start gegaan en zijn er al resultaten te melden?

Ten tweede, wat is de stand van zaken in het dossier van het gouden aandeel van België in de fusiemaatschappij Suez-GDF? Wanneer wordt dat gouden aandeel gerealiseerd?

Ten derde, even belangrijk en misschien nog belangrijker, wat zou de inhoud van het gouden aandeel zijn? Ik herinner u eraan dat ten tijde van de onderhandelingen met eerste minister Verhofstadt het gouden aandeel er precies moest komen om de Belgische belangen in de energieverstrekking te verzekeren. Men zou er dus minstens vanuit mogen gaan dat het gouden aandeel voor ons land inzake strategische en fundamentele beslissingen op het vlak van energieverstrekking een vetorecht zou zijn of toch in bepaalde mate een vetorecht zou inhouden.

Mijn concrete vraag is dus wat de inhoud van het gouden aandeel zal zijn en hoever we in die zaak staan.

08.02 Minister Paul Magnette: Mevrouw de voorzitter, collega Logghe, met betrekking tot het gouden aandeel in de groep wijst een juridische analyse die door de kanselarij en de FOD Economie werd uitgevoerd erop dat een Belgische beschikking niet de juiste basis vormt voor het verwerven van een gouden aandeel in een Franse energiegroep.

Hiervoor zullen wetgevende en uitvoerende Franse rechtsbeschikkingen nodig zijn. Daarom blijft de regering druk uitoefenen op de Franse regering, opdat de nodige initiatieven zouden worden genomen. Het is derhalve voorbarig een datum vast te leggen voor het verkrijgen van voornoemd gouden aandeel.

Intussen zetten de eerste minister en ikzelf de onderhandelingen met de Franse regering voort om een mechanisme van overleg met de drie partijen – Suez-GDF, Franse en Belgische regering – in te stellen dat aan de Belgische regering specifieke rechten toekent die haar in staat stellen voorafgaand aan de

vergaderingen van de raad van bestuur van de energiegroep Suez-GDF ingelicht te worden en een overleg op te starten met betrekking tot de punten die de bevoorradingszekerheid van België in het gedrang dreigen te brengen.

Volgens ons dient dat mechanisme te worden gezien als een overgangsfase tot de inspanningen met het oog op het verkrijgen van een werkelijk gouden aandeel vruchten zullen afwerpen.

08.03 Peter Logghe (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, veel is er dus voorlopig niet te melden van het front van het gouden aandeel. Ik blijf die zaak in elk geval met de grootste aandacht volgen. Ik ben echt benieuwd naar het tijdstip waarop het gouden aandeel zal worden gerealiseerd en naar de inhoud van het gouden aandeel. Zoals gezegd, ik blijf er mij verder in vast.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

09 Question de M. Pierre-Yves Jeholet au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la transposition de la Directive 2006/32" (n° 7263)

09 Vraag van de heer Pierre-Yves Jeholet aan de minister van Klimaat en Energie over "de omzetting van Richtlijn 2006/32" (nr. 7263)

09.01 Pierre-Yves Jeholet (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, la directive relative à l'efficacité énergétique et aux services énergétiques devait être transposée en droit belge pour le 17 mai 2008. La plus grande partie des compétences touchées par cette législation européenne est régionale mais le fédéral reste néanmoins compétent à certains égards.

Le système belge est évidemment complexe et nécessite l'intervention du groupe CONCERE (Concertation État-Régions pour l'Europe) afin d'harmoniser l'assentiment des différentes entités fédérées et du fédéral pour ce type de directive. Il semble que la transposition de cette directive ait été particulièrement lente. Je ne suis d'ailleurs pas certain que toutes les autorités compétentes se soient exprimées dans le cadre de cette transposition.

Monsieur le ministre, de manière générale et au vu de l'importance du secteur énergétique, ne serait-il pas indiqué que la transposition de ce type de directive soit plus rapide? Plus particulièrement, pouvez-vous me confirmer que cette directive 2006/32 a bien été transposée en droit belge et que toutes les autorités compétentes se sont exprimées sur ce sujet? Dans le cas contraire, quand cela sera-t-il effectué?

09.02 Paul Magnette, ministre: Madame la présidente, monsieur Jeholet, je partage votre point de vue quant à la lenteur avec laquelle cette importante directive européenne sur l'efficacité énergétique a été transposée en droit belge. Comme vous le rappelez, les compétences en matière d'efficacité énergétique et de services énergétiques sont principalement régionales. En outre, les mesures d'efficacité énergétique sont, par définition, très variées et complémentaires et dépendent donc de nombreux départements ministériels. Il s'agit d'adopter des normes de produits mais aussi des normes d'habitation, des accords de branche avec le secteur industriel, des primes régionales et incitants fiscaux, des obligations de service public pour les entreprises de réseau, des campagnes de sensibilisation pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, etc.

Dans ce cas de figure, le recours à des organes de concertation est dès lors incontournable. D'une part, pour ce qui concerne les administrations en charge de l'énergie des Régions et du fédéral, un sous-groupe spécifique du CONCERE/ENOVER a été mis en place pour cette transposition et y a activement travaillé depuis plus d'un an. D'autre part, pour assurer la concertation entre les différents départements ministériels concernés, au minimum l'Économie, l'Énergie, l'Environnement, les Finances, la Défense, la Mobilité et la Régie des Bâtiments, des réunions CEI, c'est-à-dire de la Commission économique interministérielle, ont été spécialement consacrées à la transposition de cette directive.

Il faut néanmoins constater que certains départements ministériels n'ont pas répondu à ces convocations ou n'ont pas pris d'initiative nouvelle en ces matières. Dans cette circonstance, une réponse officielle de la Belgique a été préparée par le groupe CONCERE/ENOVER pour répondre à la mise en demeure du 22 juillet 2008 adressée à notre pays pour transposition partielle de cette directive. Cette réponse indique quelles initiatives régionales ont été prises depuis lors ou sont en passe de l'être pour se mettre en conformité avec les dispositions de ladite directive.

09.03 Pierre-Yves Jeholet (MR): Monsieur le ministre, partager mon analyse et mon inquiétude par rapport à la lenteur de cette transposition de la directive est une chose. Nous y travaillons depuis un an et plus, certes, mais la date de la transposition de cette directive en droit belge était fixée au 17 mai 2008. Or, une initiative a été prise huit jours seulement avant cette date. Aussi, je m'interroge par rapport à l'importance de cette transposition dans un secteur aussi sensible. Vous me confirmez qu'une mise en demeure nous a été adressée durant l'été. Il ne faut pas se rejeter la balle entre les Régions, le fédéral ou les départements. Il importe simplement d'avancer et de mettre en œuvre le plus rapidement possible la transposition de cette directive et d'être surtout attentif à l'avenir par rapport à la proposition en cette matière des directives européennes.

J'ai évidemment pris note des différents éléments de réponse que vous m'avez fournis et resterai attentif dans les jours et semaines à venir à la concrétisation des propos que vous avez avancés.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

10 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Katrien Partyka aan de minister van Klimaat en Energie over "praktische aspecten voor het aanvragen van de forfaitaire korting op gas en elektriciteit" (nr. 7279)

- mevrouw Tinne Van der Straeten aan de minister van Klimaat en Energie over "de forfaitaire korting op gas en elektriciteit" (nr. 7356)

- de heer Philippe Henry aan de minister van Klimaat en Energie over "het advies van de Raad van State met betrekking tot de wettelijkheid van de forfaitaire korting voor gas en elektriciteit" (nr. 7365)

10 Questions jointes de

- Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les aspects pratiques liés à la demande de la remise forfaitaire sur les factures de gaz et d'électricité" (n° 7279)

- Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la réduction forfaitaire sur les livraisons de gaz et d'électricité" (n° 7356)

- M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'avis du Conseil d'État quant à la légalité de la réduction forfaitaire sur le gaz et l'électricité" (n° 7365)

Voorzitter: Pierre-Yves Jeholet.

Président: Pierre-Yves Jeholet.

10.01 Katrien Partyka (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, nadat ik mijn vraag had ingediend, kwam het probleem van de Raad van State aan het licht waarop mijn collega's vermoedelijk zullen ingaan. Ik wil mij bij hen aansluiten en erop wijzen dat het gaat over ondoordachte besluitvorming.

De maatregelen werden aangekondigd op 1 april, werden opgenomen in de programmawet van april en de uitvoeringsbesluiten dateren van 27 juni. Er was dus voldoende tijd tussen. Wat ik echter niet begrijp, is dat er dan een negatief advies van de Raad van State komt en u begin september nog een koninklijk besluit publiceert waarvan u weet dat het foutief is. U moet toch eens uitleggen waarom u dat op die manier hebt gedaan terwijl u goed wist dat het eigenlijk niet correct was.

Verder zijn we absoluut voorstander van die maatregel. Wij zijn er echter helemaal geen voorstander van om op deze manier te werken. Dat zorgt alleen maar voor meer verwarring, vooral bij de mensen die het het meest nodig hebben. Wij weten dat die doelgroep op zich al kwetsbaar is en dat de participatiegraad van het Stookoliefonds heel laag ligt. Ik denk dat wij die participatiegraad op die manier niet zullen verbeteren.

Behalve de vragen die ik heb ingediend, heb ik nog een paar praktische vragen. De gasleveranciers worden niet vermeld op het formulier. Men heeft 60 dagen tijd om het formulier in te dienen, maar hoe zal dat worden gecontroleerd? Er staat immers geen datum van aflevering op het formulier. Kan er een uitzondering worden gemaakt in geval van overmacht zoals geldt voor het Stookoliefonds? Zal de administratie heel formalistisch zijn bij de beoordeling van de aanvragen? Zullen de mensen in geval van niet correct of niet tijdig ingediende exemplaren worden verwittigd en kunnen zij opnieuw een aanvraag indienen?

Is de FOD Economie voorzien op de toevloed van formulieren die er zal komen, niet alleen wat personeel, maar ook wat organisatie betreft?

Ik heb al gezegd dat het heel belangrijk is om de doelgroep voor wie de maatregel is bedoeld, te bereiken. Voorlopig is daarover weinig informatie te vinden. Ondanks het feit dat de maatregel had moeten ingaan op 1 juli is er op de website van de FOD nog geen informatie te vinden. Bent u van plan om de mensen daarover intensiever te informeren?

10.02 Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, mijn goede collega, mevrouw Partyka, heeft gesproken over ondoordachte besluitvorming. Ik meen dat dit een beetje de rode draad wordt in de energiedossiers die wij in deze commissie behandelen. Vandaag hebben wij het over de forfaitaire korting op gas en elektriciteit. Een paar maanden geleden, vóór het reces, hebben wij het gehad over de ombudsdiensten, over die 250 miljoen, en over het dossier van de gastransittarieven.

Het lijkt mij dat telkens ongeveer hetzelfde gebeurt. Er wordt iets beslist. Vervolgens blijkt dat de wetgevende teksten niet juist en niet volledig zijn of dat zij negatieve adviezen krijgen van, in dit geval, de Raad van State. Ook inzake de gastransittarieven was dat het geval. Dan vullen wij onze tijd met daar vragen over te stellen. Dat stemt mij intriest, mijnheer de minister, zeker in dit dossier, op het moment dat de mensen hun tanks gaan vullen.

In dit geval gaat het om de programmawet, waarin een specifieke procedure stond ingeschreven, en het koninklijk besluit dat u vervolgens hebt uitgevaardigd, waarbij de procedure anders was. Ik wil u dan ook vragen waarom die procedure in de ene tekst verschilt tegenover in de andere tekst? Wat was het advies van de Raad van State ter zake? Er was in de kranten ook sprake van een advies van de Privacycommissie. Is de Privacycommissie geraadpleegd, en specifiek inzake welke teksten, en hoe luidde het advies?

Impliceert deze hele situatie dat er een nieuw koninklijk besluit komt dat wel in overeenstemming is met de wet? Of moeten wij de wet repareren? Wij hebben dat trouwens al eens gedaan inzake dit aspect van de programmawet.

Ten slotte, wanneer kunnen de gezinnen hun korting krijgen, in het ene geval of in het andere geval? Vanaf wanneer kunnen de gezinnen hun korting aanvragen?

10.03 Philippe Henry (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, monsieur le ministre, je rejoins les questions de mes deux collègues.

La presse des derniers jours rapportait que le Conseil d'État vous avait averti de l'illégalité de la mesure de réduction forfaitaire sur les fournitures de gaz et d'électricité, prévue dans la loi-programme. Le problème se situe au niveau de la correspondance entre l'arrêté d'exécution paru au Moniteur belge et la loi elle-même.

En effet, la loi prévoit que les réductions s'appliquent directement sur la facture adressée au client, alors que l'arrêté prévoit que ces réductions sont demandées ultérieurement par le client qui doit donc, dans un premier temps, payer l'intégralité des montants. Ceci n'est évidemment pas anodin sur le fond, étant donné que les personnes qui ont des difficultés à financer le chauffage de leur habitation devront anticiper cette réduction. Par ailleurs, il est aussi question de savoir si les fournisseurs peuvent avoir connaissance ou non des revenus de leurs clients? C'est là le nœud du problème!

Je tenais également à faire le lien avec une problématique similaire, celle évoquée dans votre note de politique relative au tarif social. Je cite un extrait de la page 23: "le SPF est chargé d'assurer l'application automatique des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz aux clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire. Cette mission, qui s'inscrit dans le cadre de la simplification administrative, implique un échange de données entre la Banque Carrefour de la sécurité sociale, les fournisseurs, les gestionnaires de réseaux de distribution et d'éventuelles autres sources d'informations authentiques. Le SPF Économie coordonnera et organisera cet échange de données, etc."

Je me dis finalement qu'il s'agit du même problème. Monsieur le ministre, il serait dès lors utile que nous puissions avoir un éclaircissement quant à votre analyse à la fois de la loi, de l'arrêté et de l'avis du Conseil d'État. Quel système entrera-t-il finalement en vigueur? Quelle en est la faisabilité, étant donné que l'on retombe sous le même type de système que celui prévu dans votre note de politique générale. Quelles mesures avez-vous prises ou comptez-vous prendre face à ce problème?

10.04 Paul Magnette, ministre: Monsieur le président, monsieur Henry, le dernier aspect de votre question

rejoint le problème évoqué par Mme Partyka dans sa question suivante et la réponse vous sera donnée à cette occasion.

En ce qui concerne les aspects juridiques, initialement, le paiement des réductions forfaitaires devait être effectué par les fournisseurs de gaz et d'électricité, comme stipulé dans la loi-programme du 8 juin. La proposition de la CREG et la concertation avec le fournisseur ont fait apparaître qu'aucune proposition pratique n'était réalisable dans ce sens vu divers obstacles, comme la surcharge administrative, les coûts pour les fournisseurs, des risques pour la protection de la vie privée. C'est pourquoi la gestion des réductions forfaitaires a été confiée au SPF Économie.

Suite à un accord au sein du gouvernement, un projet d'arrêté royal a été élaboré pour décrire ce système actuel. Le Conseil d'État a rendu un avis négatif: la loi-programme parle des fournisseurs alors que l'arrêté royal confie la gestion au SPF Économie, ce qui fait apparaître une distorsion entre les deux textes, liée à l'aménagement pratique effectué entre-temps.

Suite à un nouvel accord au sein du gouvernement, une nouvelle base légale sera ajoutée à l'arrêté royal, à savoir l'article 108, fixant les compétences discrétionnaires du pouvoir exécutif quant à l'organisation des administrations. La Commission de la protection de la vie privée a été consultée pour l'ensemble des textes; elle a même suggéré certains ajouts au formulaire. Toutes les remarques de la Commission ont été reprises, tels que la définition de la notion de ménage, le fait que la communication des données personnelles ne peut être utilisée à aucune autre fin que ces réductions, etc.

Pour le surplus, la Commission de la protection de la vie privée a demandé que les formulaires ne soient envoyés aux fournisseurs qu'à partir de la date de publication de l'arrêté royal au Moniteur belge, ce qui a été respecté. Elle a également demandé des précisions quant à la sécurisation de l'information et au flux de données entre les différentes administrations.

En ce qui concerne la condition de légitimité, nous avons demandé d'effectuer pour février 2009 les adaptations légales et réglementaires nécessaires pour que les différentes compétences et responsabilités des administrations et services concernés soient clairement établies.

Je tiens toutefois encore à rappeler que tant la Commission de la protection de la vie privée que le Comité sectoriel du registre national du 30 juillet 2008 et le Comité sectoriel de l'autorité fédérale du 11 août 2008 ont marqué leur accord au maintien de ce dispositif jusqu'au 30 juin 2009.

L'arrêté royal sera donc maintenu, étant donné que le gouvernement et la Commission de la protection de la vie privée ont donné leur accord, mais aussi parce qu'il est déjà entré en application. Toutefois, comme convenu au sein du gouvernement, et à la demande de la Commission de la protection de la vie privée, j'introduirai au cours du Conseil des ministres de ce vendredi un projet de loi renforçant plus encore la base légale actuelle, de sorte que les fournisseurs seront remplacés par le SPF Économie en qualité de gestionnaire de ces réductions.

L'arrêté royal a été publié avec le formulaire de demande en annexe. Tous les ménages obtiennent un tel formulaire joint à leur facture de décompte final d'électricité. La réduction pourra être demandée au moyen des formulaires distribués dès octobre 2008 aux clients des fournisseurs d'électricité et des gestionnaires des réseaux de distribution. Les ménages ayant déjà reçu une facture de décompte entre juillet et septembre recevront un formulaire de demande de courrier séparé.

Mevrouw Partyka, ik kom aan uw vragen. In het KB van 1 september is inderdaad bepaald dat het aanvraagformulier alleen door de elektriciteitsleveranciers wordt afgeleverd. Dat is zo om enkele praktische problemen, zoals een overvloed aan dubbele aanvragen in verschillende versies, te vermijden. Op zichzelf levert de verspreiding door de elektriciteitsleveranciers geen probleem op, aangezien iedereen is aangesloten op het elektriciteitsnet. Iedereen die geen sociaal tarief geniet, zal dan ook automatisch een aanvraagformulier ontvangen. Personen die onterecht geen formulier ontvangen, kunnen alsnog een formulier aanvragen bij de FOD Economie.

De vermelding dat de aanvrager het formulier binnen 60 dagen moet terugsturen, wordt onder andere gebruikt om de praktische afsluiting van de betrokken periode vast te leggen. Er moet immers vermeden worden dat er in de loop van een bepaald jaar verschillende versies met betrekking tot andere periodes circuleren. Ook om budgettaire redenen wordt er in een einddatum voor het indienen van de formulieren

voorzien, opdat de periodes waarop de kortingen slaan, tijdig kunnen worden afgesloten en budgettair afgerekend. In de praktijk gaat de FOD Economie ervan uit dat tegen 30 september 2009 alle aanvragen voor de periode van 1 juli 2008 tot 30 juni 2009 moeten zijn ingediend.

Personen die hun aanvraag niet binnen 60 dagen kunnen indienen, zullen ook nog later hun aanvraag kunnen indienen. Die 60 dagen is er niet om de rechthebbenden te bestraffen, maar geldt als redelijke termijn voor het indienen van de aanvragen.

Naast de administratieve en budgettaire afsluiting van een periode moet de termijn ook de mogelijkheid bieden aan de FOD Economie om de aanvragen gespreid te kunnen behandelen en zo te vermijden dat alle rechthebbenden pas op het einde van het jaar of hun periode alsnog hun formulieren insturen.

Ten slotte moeten de 60 dagen ook als een aanmoediging naar de klanten worden gezien, opdat zij de formulieren onmiddellijk versturen en er niet mee wachten, met het risico dat ze ze vergeten.

De aanvrager wordt per brief op de hoogte gesteld van een niet correct ingevulde aanvraag. Hij of zij heeft daarbij de mogelijkheid om een correctie aan te brengen of een nieuw formulier aan te vragen bij de FOD Economie, zodat hij of zij alsnog de kans krijgt een correcte aanvraag in te dienen.

Om te vermijden dat mensen op die manier een korting mislopen, heeft de FOD Economie beslist dat zij voor de eerste periode, van 1 juli 2008 tot 30 juni 2009, tot einde september 2009 de tijd zullen hebben om nieuwe aanvragen of correcties in te dienen.

De FOD Economie doet er alles aan de aanvragen binnen de termijn van vier maanden te behandelen. Er is in een budget voorzien voor de aanwerving van tien extra personen van niveau C, alsmede voor de versterking van de ICT-toepassingen, de controle door de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en de communicatie en nazorg. Voor 2008 bedraagt dat budget 619.000 euro.

De FOD Economie is momenteel bezig met het opstellen van een webpagina, die binnenkort op de website van de FOD Economie zal verschijnen. Ik zal erop aandringen dat die tegen 1 oktober 2008 werkbaar is. Vanaf die datum zullen de elektriciteitsleveranciers immers klaar zijn om de formulieren aan de klanten te versturen en zullen de aanvraagformulieren dus worden ingediend.

10.05 Katrien Partyka (CD&V - N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Het volgende heb ik echter nog altijd niet begrepen. Wanneer iemand een formulier terugstuurt, moet hij zelf de datum invullen waarop hij het heeft opgestuurd. Dus zal men nooit kunnen controleren of dat binnen de zestig dagen is. Ik moet het antwoord nog eens goed nalezen.

U zegt dat er een nieuw koninklijk besluit op de Ministerraad zal komen. Is dat ter vervanging van het besluit van 11 september, dat niet klopt?

10.06 Paul Magnette, ministre: Comme il existe un écart entre l'arrêté royal et la loi, comme l'arrêté est là et qu'il correspond à la décision politique, il faut modifier la loi pour que la base soit prête pour l'arrêté. On ne procède sans doute pas dans le bon ordre mais dans le fond, la cohérence juridique sera reconstituée.

10.07 Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen!): Voor mij is het ook ver van duidelijk. Wij hebben nog niet veel gestemd in de plenaire vergadering, maar ik heb wel begrepen dat wij een derde keer zullen stemmen over onderhavig systeem en dat wij de wet nog eens zullen moeten repareren. U handhaaft het KB. Volgens mij is het kaduuk. Volgens mij volstaat het niet om te zeggen dat het KB voldoet aan de politieke beslissing. Een KB moet voldoen aan de wet. De wet is de uitdrukking van politieke beslissingen. De wet overslaan, lijkt mij een beetje bij de haren getrokken.

Ik meen dat door – ik zal het geen amateurisme noemen, want daarvoor bent u te competent – de slechte behandeling van het dossier vooral de mensen zelf daarvan het slachtoffer zullen worden. Er is rechtsonzekerheid. Het is onzeker voor de mensen of zij hun geld zullen krijgen, wanneer zij hun geld zullen krijgen en op welke manier. Er zullen tien mensen worden aangeworven. Ik wens u veel geluk. De aanwerving van een ombudsman heeft zeer lang geduurd. Als het even lang duurt om die tien mensen aan te nemen en om de dossiers te behandelen, dan zijn wij nog ver van huis, mijnheer de minister.

Misschien kunt u ons steunen en de plenaire vergadering vroeger laten bijeenkomen, zodat wij de reparaties

snel kunnen goedkeuren, zodat de mensen ten minste de korting, na de belofte ervan, eens kunnen krijgen. Ik ben zeer teleurgesteld, mijnheer de minister, omdat wij onze politieke rentree zo moeten beginnen, met zo'n dossier. Het is zeker niet goed voor de geloofwaardigheid van de politiek. De politiek heeft zich verloren in de communautaire spanningen en is zelfs niet in staat om eenvoudige dossiers op een goede manier af te handelen.

10.08 Philippe Henry (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, selon vous, en cas d'écart entre la loi et l'arrêté royal, il faut changer la loi. Je sais que vous êtes professeur de sciences politiques et pas docteur en droit mais cela reste surprenant comme affirmation. En effet, je relève une sorte de cafouillage dans les différentes étapes de ce dossier. J'entends bien que, le plus important, c'est que les ménages puissent profiter de cette réduction dans les temps et selon les mécanismes les plus simples possibles. C'est cela qui nous motive, dans la majorité comme dans l'opposition. C'est sur cette base aussi que nous jugerons mais j'ai des doutes quant à la sécurité juridique, pour les raisons que nous venons d'évoquer. En effet, c'est toujours la loi qui sert de base juridique, pas l'arrêté.

La situation me paraît donc bien surprenante.

Vous envisagez certes les choses sous la forme d'un phasage, l'arrêté royal restant d'application dans un premier temps et la loi étant modifiée par le Conseil des ministres dans un second temps. Comme il n'a pas encore de pouvoir législateur, il faudra bien attendre l'étape suivante. Je ne comprends pas très bien comment on en est arrivé là. Pour le reste, nous suivrons ce dossier avec l'objectif de mesures opérationnelles pour les ménages dans les mois qui viennent.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

Le **président**: Monsieur Henry, je vous sens en grande forme: accepterez-vous de reprendre la présidence pour une question de Mme Partyka et une autre de Mme De Bue? Cela me permettra de rejoindre la commission de l'Infrastructure.

Président: Philippe Henry.
Voorzitter: Philippe Henry.

11 **Vraag van mevrouw Katrien Partyka aan de minister van Klimaat en Energie over "de automatische toekenning van de sociale tarieven voor gas en elektriciteit" (nr. 7280)**

11 **Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'octroi automatique des tarifs sociaux pour le gaz et l'électricité" (n° 7280)**

11.01 Katrien Partyka (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, in de beleidsnota sprak u van een opdracht die werd gegeven aan de FOD in april 2007 voor die automatisering. In december 2007 zou er een evaluatie volgen van de aanbiedingen in de openbare aanbesteding.

Ten eerste, is de toewijzing ondertussen gebeurd? Aan wie is die opdracht gegund?

Ten tweede, het is natuurlijk een heel complexe problematiek. Dat weten wij allemaal. Is er voldoende overleg geweest met de sector? Ik denk dat de leveranciers en distributienetbeheerders ter zake toch ervaringsdeskundigen zijn. Is er dus overleg geweest?

Wat zijn de opties van de FOD inzake de gegevensuitwisseling? Wat is het basisprincipe? Zal de FOD het beheer van de gegevens doen? Zullen de leveranciers hun gegevens moeten toetsen aan die van de FOD of zullen – omgekeerd – de distributienetbeheerders of de leveranciers het beheer in handen krijgen? Welke fundamentele opties hebt u daarin genomen? Ik vind dat belangrijk om weten omdat er ondertussen toch al voor het tweede jaar aan wordt gewerkt. Blijkbaar zal het nog wel een tijdje duren, maar ik vind het toch belangrijk om te weten wat de uitgangspunten zijn en of deze werkbaar zijn.

Ten derde, we weten allemaal dat het niet gemakkelijk is, maar wat is de verdere timing? Wanneer voorziet u erin dat het systeem effectief van start zou kunnen gaan? We zijn er al sinds 2007 mee bezig, 2008 is ook bijna voorbij en 2009 komt eraan. Wat is de verdere timing?

11.02 Minister **Paul Magnette**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Partyka, de ontwikkeling van het informaticasysteem werd gegund aan IBM. De FOD Economie zal via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid alle begunstigden opvragen en deze meedelen aan de leveranciers, zodat zij het sociaal tarief kunnen toepassen op de gerechtigden. Momenteel wordt het systeem uitgewerkt, met inachtneming van de privacy van de begunstigden, en wordt met de betrokken partijen bekeken hoe de gegevens kunnen worden uitgewisseld.

Het systeem zal ten laatste op 1 juli 2009 kunnen opstarten. Hiervoor zal ik binnenkort, samen met de minister bevoegd voor Administratieve Vereenvoudiging, een ontwerp-KB voorleggen aan de Ministerraad, ter uitvoering van de wettelijke bepalingen in de programmawet van 27 april 2007.

11.03 **Katrien Partyka** (CD&V - N-VA): Wanneer voorziet u in dat ontwerp-KB? Wat is daarvoor de timing?

11.04 Minister **Paul Magnette**: (...)

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

12 **Question de Mme Valérie De Bue au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le Fonds de Réduction du Coût global de l'Énergie (FRCE)" (n° 7331)**

12 **Vraag van mevrouw Valérie De Bue aan de minister van Klimaat en Energie over "het Fonds ter Reductie van de Globale Energiekost (FRGE)" (nr. 7331)**

12.01 **Valérie De Bue** (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, j'ai observé avec un certain intérêt les questions qui vous ont déjà été posées sur le Fonds de Réduction du Coût global de l'Énergie (FRCE).

Je ne vais donc pas rappeler les objectifs du Fonds ni ses modalités de fonctionnement. Toujours est-il qu'il existe depuis 2006 et que sa mise en œuvre est assez difficile. À titre personnel, je signale que, dans ma commune de Nivelles, l'opportunité ou non d'y participer avait déjà été examinée. J'avoue que les avis juridiques qui avaient été rendus furent assez négatifs.

Lors de votre entrée en fonction, vous aviez annoncé votre intention d'accélérer la mise en route du Fonds. Voici encore quelques semaines, vous aviez déclaré vouloir assouplir les conditions d'accès, notamment du point de vue des garanties financières et du plafond de taille des entités locales. Il est ainsi question de 50.000 habitants. Je viens d'une zone du Brabant wallon où aucune commune n'atteint cette densité. Je sais bien que des collaborations supra-communales sont possibles. Vous aviez parlé d'une quarantaine de communes susceptibles de développer des projets. J'ai entendu que cela pourrait être le cas dans le Brabant wallon.

Dès lors, j'aurais souhaité être informée afin de continuer mon travail sur ce dossier. Comment évoluent les conditions d'accès en termes de garanties financières? Quelles sont les initiatives prises en vue d'assouplir la mise en œuvre du Fonds?

12.02 **Paul Magnette**, ministre: Monsieur le président, madame De Bue, c'est en effet un fonds qui me tient beaucoup à cœur: il existe depuis un certain temps; hélas, il n'a pas encore beaucoup fonctionné. Dans notre pays, il n'a fonctionné que dans une seule ville, alors que sa philosophie et ses moyens sont essentiels. Avec mon cabinet et mon administration, nous avons travaillé à le rendre plus efficace pour qu'il entre enfin pleinement en vigueur.

Dans cet esprit, il en a été longuement question au Printemps de l'environnement où l'ensemble des dispositifs a été examiné pour chercher à le rendre plus souple, plus efficace, donc plus performant.

Par exemple, en ce qui concerne le seuil des 50.000 habitants, une des conditions préalables à la mise sur pied d'une entité locale, le conseil d'administration du fonds, suite à divers analyses et commentaires, a indiqué être disposé à optimiser l'accès au FRCE en permettant un accès direct pour les communes de 25.000 habitants. L'accès était déjà permis pour des communes plus petites se regroupant et utilisant une entité locale de forme juridique variable. Pour information, trois communes du Brabant wallon envisagent de recourir à une intercommunale de financement comme entité locale et de travailler ainsi ensemble à créer cette entité locale entre elles.

Ces mesures transitoires devraient déjà favoriser la mise en place de nouvelles entités locales. Dans tous les cas, ces entités locales devront être désignées conjointement par les communes et les CPAS concernés: le FRCE a un public cible déjà concerné par les CPAS.

En matière de garanties, il est actuellement demandé à la commune ou à l'entité locale un cautionnement à concurrence de 95% des montants d'investissement mis à disposition de l'entité locale. Force est de constater que cette condition constitue également un facteur de ralentissement à la constitution de ces entités locales. Le solde de 5% est pris en charge par le fonds lui-même sous la forme d'une remise de dette accordée à certaines conditions.

Ainsi, le fonctionnement du FRCE est à nouveau en cours de révision afin d'assouplir au maximum les conditions d'accès et d'apporter une solution concrète aux obstacles que nous avons identifiés à ce jour. Ces modifications en cours d'analyse seront intégrées dans le nouveau contrat de gestion du FRCE.

12.03 Valérie De Bue (MR): Monsieur le ministre, merci pour ces nouvelles précisions. J'ai entendu que, pour le Brabant wallon, l'intercommunale SEDIFA serait l'entité locale reconnue et qu'un autre mécanisme serait mis en place, qui serait plus intéressant quant aux garanties.

Disposez-vous d'autres précisions?

12.04 Paul Magnette, ministre: J'ai d'autres informations, mais comme les communes travaillent pour être les premières, je ne les divulguerai pas publiquement. Ce sont effectivement des intercommunales de financement entre plusieurs communes. C'est une forme juridique possible, mais il en existe beaucoup d'autres. La commune d'Ostende a recouru à une entité qui s'apparente à une régie communale autonome; elle reste ainsi dans le périmètre de l'autorité communale, mais dispose d'une entité organique distincte pour faciliter les choses et qui collabore aussi avec le CPAS.

La constitution de la forme de l'entité locale bénéficie d'une grande souplesse.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

La réunion publique de commission est levée à 15.48 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.48 uur.